

5 NOVEMBER 2014

CPSD/573

# **Quatrième Commission: UNRWA doit rester la réponse tangible au problème des réfugiés palestiniens dans l'attente d'une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien**

Soixante-neuvième session

21e & 22e séances – après-midi

- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

## **COUVERTURE DES RÉUNIONS**

« Israël appuie la mission humanitaire de l'UNRWA mais s'oppose profondément à son « agenda politique », a affirmé, cet après-midi, le représentant israélien devant la Quatrième Commission qui finissait aujourd'hui son débat sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Pour sa part, le Commissaire général de l'Office, M. Krähenbühl, a assuré dans ses remarques de clôture que lui-même et son équipe faisaient de leur possible pour maintenir la neutralité de l'UNRWA, citant en exemple le cas de l'attaque sur l'école de Beit Hanoun qui n'a pas été attribuée à aucune des parties du fait que ses auteurs n'ont pas été identifiés avec certitude, ou de la découverte par des équipes de l'Office de caches d'armes dans certaines écoles, qui en ont informé les autorités israéliennes et publiquement dénoncé les groupes armés palestiniens qui les avaient placés à ces endroits.

Réfutant également l'argument avancé par la délégation israélienne selon lequel l'UNRWA pérennise le statut de réfugié, le Commissaire général a estimé qu'on pouvait avoir des différences d'interprétation de la notion de réfugié, mais que le cas des réfugiés palestiniens n'était pas différent de ceux originaires d'autres pays, si ce n'est que les Palestiniens n'ont pas de patrie où rentrer.

Il a par ailleurs remercié tous les bailleurs de fonds de l'Office, rappelant que les contributions au Fonds général de l'Office permettaient de faire fonctionner les écoles et les cliniques, et prévenu que tout changement ou baisse de ces contributions volontaires, qui représentent 97% de ce Fonds, auraient des répercussions directes sur la capacité de l'Office à fournir ces services.

La sécurité des réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza, qui a été mise à mal par l'intervention militaire israélienne de cet été, ainsi que l'impact de la crise syrienne, sans oublier les déplacements forcés et la pauvreté, ont été au cœur des débats de cet après-midi. Si certains y ont vu une cause supplémentaire aux difficultés financières de l'UNRWA, d'autres ont estimé que cela ne faisait que réaffirmer la raison d'être et la mission de l'Office, tant qu'une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien n'est pas trouvée.

L'UNRWA n'est perçu ni comme la cause, ni comme la solution au problème des réfugiés palestiniens, mais simplement comme la réponse tangible du soutien continu de la communauté internationale. Il s'agit d'une responsabilité collective, comme l'ont précisé les représentants de la Norvège, de l'Union européenne, du Japon et des États-Unis, qui, en tant que principaux bailleurs de fonds de l'Office, ont souhaité un appui financier de l'ensemble des États Membres. Le représentant norvégien a même averti que l'on ne pouvait plus attendre qu'une poignée de gros bailleurs de fonds viennent systématiquement combler, à eux seuls, le déficit financier chronique de l'Office qui s'élève, cette année, à 56 millions de dollars.

De nombreuses délégations ont par ailleurs salué le succès de la Conférence pour la reconstruction de Gaza, coorganisée par l'Égypte et la Norvège, qui s'est tenue le 12 octobre au Caire. Avec des annonces de contributions de l'ordre de 5,4 milliards de dollars, ses résultats dépassent de loin le montant de 1,68 milliard de dollars avancé hier par le Commissaire général de l'Office, M. Pierre Krähenbühl.

Cet élan de solidarité n'a toutefois pas empêché le représentant israélien de reprocher aux pays arabes que, bien que la région du Moyen-Orient soit « saturée de pétrodollars », ces fonds semblent mystérieusement s'assécher lorsqu'il s'agit d'aider les réfugiés palestiniens ou de financer des activités de l'UNRWA.

De son côté, le représentant syrien a estimé « qu'au lieu de verser des larmes de crocodile sur le sort des Palestiniens, l'Arabie saoudite devrait cesser de financer des groupes terroristes en Syrie, dont les actions font des victimes parmi les réfugiés palestiniens ». Il a également exhorté Israël à mettre fin à son appui du Front el-Nosra, qui participe à de telles attaques.

Comme par le passé, les délégations de pays arabes, qui se sont exprimées cet après-midi, ont insisté sur le fait que la question des réfugiés palestiniens était au cœur de la solution du conflit israélo-palestinien, y compris leur droit au retour.

La Quatrième Commission entamera l'examen du rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes, demain, jeudi 6 novembre, à 10 heures.

**OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT ([A/69/13](#), [A/69/391](#), [A/69/345](#), [A/69/351](#), [A/69/349](#))**

**Déclarations**

M. GUILHERME DE AGUIAR PATRIOTA ([Brésil](#)) a salué le travail inestimable de l'UNRWA, sous la houlette de M. Krähenbühl, en particulier par ces temps difficiles. Son pays accepte l'invitation de devenir membre de la Commission consultative de l'Office, et espère que ce sera l'occasion de renforcer et élargir encore davantage leur coopération.

Le conflit récent à Gaza, le troisième en cinq ans, alimente le cycle de la violence et s'est soldé par un nombre intolérable de victimes, de destructions et de personnes déplacées, a déploré le représentant. Le Brésil condamne vigoureusement le fait que même le personnel et les locaux de l'UNRWA n'aient pas été épargnés par les attaques, a-t-il affirmé, estimant toutefois que le fait que des écoles de l'Office aient servi de cache d'armes était également inacceptable et devait faire l'objet d'une enquête, comme le Secrétaire général l'a annoncé.

L'impact de ce conflit sur la population civile pose un défi énorme à UNRWA, et, pour cela, il est impératif que la communauté internationale redouble d'efforts pour soutenir l'Office d'un point de vue financier et politique, a souligné le représentant. Le Brésil a renforcé sa coopération avec l'UNRWA au cours des dernières années en augmentant à la fois ses contributions financières volontaires et les initiatives bilatérales et multilatérales, y compris dans le cadre de IBSA, a-t-il indiqué, précisant que sur sept ans, la contribution du Brésil a été de l'ordre de 30 millions de dollars. À la Conférence du Caire, du 12 octobre dernier, ce pays a annoncé une contribution supplémentaire de 6 000 tonnes de riz et 4 000 tonnes de haricots pour être distribués à Gaza par l'Office, ce qui représente environ une valeur de cinq millions de dollars.

« Alors que nous aidons les Palestiniens à Gaza à se remettre et à reconstruire leurs maisons, écoles, hôpitaux et infrastructures, la communauté internationale doit également faire passer un message fort et uni contre l'attitude [...] consistant à continuer comme si de rien n'était après le conflit », a averti le représentant brésilien. Il a exigé à ce propos que le blocus soit levé de manière à permettre à l'aide humanitaire indispensable d'entrer à Gaza.

Le représentant a par ailleurs déclaré que le cessez-le-feu négocié par l'Égypte devait être consolidé par les parties qui doivent ouvrir la voie à la reprise des pourparlers de paix en vue de régler les causes sous-jacentes au conflit. Il a également demandé aux parties prenantes

palestiniennes de faire preuve de retenue et à ne pas recourir à la violence en s'engageant sur la voie du dialogue pour l'autodétermination.

Avant de conclure, le représentant a dénoncé la poursuite illégale de l'expansion des colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est, ce qui représente à son avis un obstacle sérieux à la paix dans la région et à la réalisation de la solution à deux États.

M. IHAB HAMED (Syrie) a salué les efforts déployés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), affirmant que la protection des cinq millions de réfugiés palestiniens déplacés par la colonisation et l'occupation israélienne était une responsabilité morale pour la communauté internationale.

Le représentant a déploré que le personnel et les locaux de l'UNRWA soient régulièrement pris pour cible par Israël, dont les agissements ont causé 11 morts dans les rangs de l'Office et provoqué la destruction de nombreuses écoles.

M. Hamed a rappelé que la Syrie n'est pas seulement un pays d'accueil des réfugiés palestiniens, mais également un pays donateur, précisant que les réfugiés palestiniens ont accès à tous les services dont bénéficient les citoyens syriens dans leur pays.

M. Hamed a également insisté sur la coopération accrue de la Syrie avec l'UNRWA, précisant que son pays ne ménage aucun effort pour protéger les réfugiés palestiniens vivant sur son territoire, malgré les attaques perpétrées par les groupes terroristes en Syrie prenant pour cible les camps de réfugiés palestiniens. Face à la crise humanitaire causée par ces attaques, le représentant a ajouté que la Syrie faisait de son mieux pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux réfugiés.

M. Hamed a déclaré que l'UNRWA devait bénéficier de financements stables pour continuer d'élargir la base de ses donateurs, augmenter son budget et honorer les engagements déjà pris. La Syrie en appelle aux États consacrant des sommes mirobolantes à l'ingérence et à l'appui du terrorisme en Syrie à revoir leur politique afin de respecter les principes de la Charte de l'Organisation.

M. Hamed a déclaré qu'au lieu de verser des larmes de crocodile sur le sort des Palestiniens, l'Arabie saoudite devrait cesser de financer des groupes terroristes en Syrie, dont les actions font des victimes parmi les réfugiés palestiniens. Le représentant a également exhorté Israël à mettre fin à son appui du Front el-Nosra, qui participe à de telles attaques, et demandé à l'Union européenne de faire pression sur Israël pour que soit mis fin à son occupation et permettre le retour des réfugiés sur son territoire.

M. AHMED EL SHANDAWILY (Égypte) s'est associé aux déclarations faites au nom de l'Organisation de la coopération islamique et du Mouvement des non-alignés, rendant hommage aux 2 150 Palestiniens et aux 11 personnels de l'UNRWA qui ont perdu la vie au cours du conflit à Gaza en juillet et août derniers. En dépit des défis et obstacles majeurs, l'UNRWA n'a cessé de jouer un rôle essentiel pour apporter aux plus de cinq millions de réfugiés palestiniens des services de base, de l'aide humanitaire, du micro-financement et autres, a affirmé le représentant.

Ce rôle est crucial à son avis, et doit se poursuivre jusqu'à ce qu'on parvienne à une paix juste et durable au conflit israélo-palestinien, y compris le droit au retour des réfugiés palestiniens et leur dédommagement. Le représentant s'est également dit préoccupé par le refus continu d'Israël de permettre aux Palestiniens de jouir de leurs droits fondamentaux, ce qui contrevient au droit humanitaire, au droit international et à un certain nombre de résolutions pertinentes de l'ONU.

Le récent conflit a exacerbé la situation déjà insoutenable à Gaza, a estimé le délégué. Fort de ce constat, a-t-il indiqué, l'Égypte et la Norvège avaient coorganisé la Conférence du Caire pour la Palestine et la reconstruction de Gaza qui s'est tenue le 12 octobre dernier au Caire et s'est soldée par des annonces de contribution de l'ordre de 5,4 milliards de dollars. Saluant ce succès, la délégation égyptienne a encouragé les gouvernements à honorer sans plus tarder les engagements financiers pris à cette occasion.

Par ailleurs, le représentant a exprimé sa préoccupation par la précarité financière continue de l'UNRWA qui risque d'avoir à abandonner certaines activités de développement faute de fonds. « Il ne faut pas permettre qu'on en arrive là », a affirmé le représentant qui a lancé un appel à tous les États pour augmenter leur soutien financier à l'Office.

Pour M. ABDULLA ALMANA (Qatar), l'UNRWA continue à jouer un rôle déterminant malgré sa situation financière précaire. Le représentant a estimé que l'Office devait poursuivre ses activités et le Gouvernement qatari était disposé à lui apporter tout l'appui nécessaire pour qu'il puisse s'acquitter de ses tâches. Il a également souligné la difficulté des conditions de travail du personnel de l'UNRWA, exacerbé notamment par le conflit en Syrie et le blocus de Gaza, et s'est dit préoccupé par le fait que des installations vitales gérées par l'UNRWA, telles que des écoles et hôpitaux, ont été prises pour cible à la suite de l'intervention militaire israélienne de cet été.

Pour le Qatar, le problème des réfugiés palestiniens est au cœur de la solution au conflit israélo-palestinien, a poursuivi le représentant. Abordant la question du déficit financier chronique de l'Office, le représentant a annoncé que son pays avait doublé sa contribution annuelle à son Fonds général et qu'il apporterait une aide supplémentaire à l'Office pour la reconstruction des écoles. Lors de la Conférence du Caire, le Qatar a en outre annoncé une contribution d'un

milliard de dollars pour la reconstruction de Gaza, a précisé le représentant, qui a encouragé tous les États Membres à apporter toute l'aide nécessaire à l'UNRWA.

M. ALTAHER A. A. ALMUNTASER (Lybie) a déploré les violations du droit international humanitaire manifestées par les récentes attaques israéliennes à Gaza ayant pris pour cible les locaux et le personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA).

Le représentant a condamné les bombardements de Gaza par l'armée israélienne ayant causé la mort de 1 174 civils, dont 501 enfants, 257 femmes et 14 membres du personnel de l'UNRWA. M. Almntaser a également dénoncé la destruction de 118 immeubles et de 22 écoles à Gaza.

M. Almntaser a estimé que cette situation rendait plus difficile encore l'accomplissement des travaux de l'UNRWA sur le terrain, sans compter, a-t-il ajouté, que la puissance occupante ne cesse d'entraver le déplacement du personnel de l'UNRWA dans les territoires occupés, au mépris du droit international.

Le représentant a constaté avec regret que l'occupation israélienne illégale du Territoire palestinien avait atteint un niveau sans précédent, condamnant également la construction illégale du mur de séparation et la persistance du blocus israélien, en contravention des principes du droit international.

M. Almntaser a réaffirmé le droit de retour et à l'autodétermination du peuple palestinien, ainsi que son attachement à la création d'un État palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale. Dans l'attente d'une telle résolution du conflit, le représentant a estimé que l'UNRWA devait disposer d'un appui accru de la part des États Membres.

M. YANWEI ZHU (Chine) a souligné la contribution positive de l'UNRWA au processus de paix au Moyen-Orient depuis sa création, déplorant la situation humanitaire difficile qui prévaut dans la bande de Gaza. La Chine exhorte Israël à collaborer avec les efforts de secours internationaux, à commencer par la levée du blocus de Gaza, a déclaré le représentant, saluant les résultats encourageants de la Conférence du Caire pour la reconstruction de Gaza et exprimant l'espoir que la communauté internationale s'acquitterait de ses engagements pris à cette occasion.

Rappelant que la Chine soutenait l'UNRWA depuis 30 ans par le biais de contributions financières, le représentant a précisé que, lors du récent conflit, son pays avait alloué des fonds à Gaza à des fins d'assistance humanitaire, et indiqué l'intention de son pays d'accroître sa contribution financière à l'Office.

M. DESYATNIKOV (Fédération de Russie) a salué le rôle inestimable de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), notamment pour ce qui est de l'amélioration du sort des réfugiés palestiniens en Syrie, où la persistance du conflit les rend particulièrement vulnérables.

Le représentant s'est par ailleurs félicité de l'aide apportée par son pays aux populations palestiniennes, aussi bien dans leur pays que dans les pays accueillant des réfugiés palestiniens. M. XXX a insisté tout particulièrement sur l'aide fournie par la Russie dans le domaine de l'éducation, précisant qu'à l'heure actuelle, près de 600 Palestiniens résidaient dans son pays afin d'y poursuivre leurs études.

M. HALIT ÇEVİK (Turquie) a indiqué que son pays avait augmenté sa contribution financière et humanitaire à l'UNRWA au cours des dernières années, précisant que le montant total de l'aide turque au développement de la Palestine avait atteint 350 millions de dollars au cours des 10 dernières années. « Nous avons annoncé une aide supplémentaire de 200 millions de dollars pour la reconstruction de Gaza pour la période 2014-2017 », a précisé le représentant avant de citer aussi une campagne d'appels de fonds pour l'aide humanitaire en Turquie qui a rapporté 32 millions de dollars.

Outre l'aide versée à l'UNRWA, le représentant a précisé que son pays avait transféré 123 blessés palestiniens en Turquie et aidait à la construction d'un hôpital à Gaza. Il a estimé que la gravité des récents développements en Palestine démontrait l'urgence de trouver une solution politique négociée au conflit israélo-palestinien s'appuyant sur l'objectif de deux pays, vivant côte à côte en paix et en sécurité dans le respect des frontières de 1967.

M. ANTHONY BOSAH (Nigéria) a indiqué que le groupe de travail sur les finances de l'UNRWA a estimé que l'UNRWA avait encore besoin de 118 millions de dollars pour pouvoir faire face aux opérations les plus critiques à Gaza seul, précisant que la décision de l'UNRWA d'éliminer certaines de ces opérations avait entraîné des protestations et le pillage de bureaux de l'UNRWA à Gaza. Dans ce contexte, il a salué l'adoption de la résolution 65/272 de l'Assemblée générale qui autorise l'appui de l'UNRWA par le biais de ressources du budget ordinaire des Nations Unies.

Le représentant s'est par ailleurs félicité des efforts de l'UNRWA en matière de collecte de fonds et a salué la Stratégie à moyen terme 2016-2021 de l'Office. Il a appelé les États Membres à travailler ensemble afin que l'UNRWA obtienne les moyens dont il a besoin pour faire face à sa mission dans le Territoire occupé et à plus d'efforts pour garantir la sécurité du personnel et des installations de l'Office.

M. ANTONIUS AGUS SRIYONO (Indonésie) a félicité la qualité exceptionnelle du travail de l'UNRWA, sous la direction de M. Krähenbühl, surtout pendant l'intervention militaire israélienne dans la bande de Gaza au courant de cet été.

Il a dénoncé les souffrances et les conditions difficiles dans lesquelles vivent les populations palestiniennes et les politiques israéliennes qui ont mis à mal les efforts de l'Office pour leur venir en aide. En tant que puissance occupante, Israël a pour obligation de permettre à l'Office de s'acquitter de son mandat, notamment en respectant les immunités et privilèges de son personnel et de ses locaux, a estimé le représentant.

Soulignant la tragédie humanitaire qui frappe Gaza suite au blocus imposé par Israël et l'intervention militaire de cet été, le représentant a affirmé qu'Israël fait preuve d'un mépris total des Palestiniens et ne respecte pas les normes fondamentales du droit international, rappelant que toute solution au conflit israélo-palestinien passait par une solution au sort des réfugiés palestiniens.

M. DAVID FORES RODRIGUEZ (Cuba) a réitéré la position historique de Cuba en faveur des droits inaliénables du peuple palestinien et contre les agressions qu'il subit. Pour sa délégation, les Nations Unies ont une fonction primordiale à jouer dans la promotion et la protection de ces droits inaliénables. Cuba condamne énergiquement le « massacre le plus récent » commis par Israël contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza qui a coûté la vie à 2 189 Palestiniens, a déclaré le représentant cubain, précisant que deux mois après le cessez-le-feu à Gaza, Cuba observait avec préoccupation la détérioration de la situation à Jérusalem-Est, ce qui ne fait qu'aggraver les tensions.

Le représentant a également déploré que le Gouvernement israélien maintienne sa politique de blocus de Gaza, ainsi que d'autres mesures qui condamnent les habitants du Territoire occupé à vivre dans une situation d'insécurité et de dépendance de l'aide humanitaire.

Cuba exige la levée inconditionnelle du blocus illégal et l'ouverture des points de passage pour permettre à l'aide humanitaire de parvenir à Gaza. S'agissant des obstacles imposés aux travaux de l'UNRWA par Israël, le représentant a particulièrement dénoncé le fait que les locaux de l'Office avaient été pris pour cible pendant les récentes attaques israéliennes. En vue de pouvoir faire face au déficit financier chronique de l'Office, il a prié la communauté des bailleurs de fonds à respecter leurs promesses en prenant en compte les conditions précaires de vie des réfugiés palestiniens qui dépendent de l'aide que leur apporte l'Office.

M. SABRI BOUKADOUM (Algérie) a fustigé « l'agression criminelle israélienne » qui a entraîné la mort de 2 150 Palestiniens, dont plus de 500 enfants et plus de 250 femmes l'été dernier. Il s'est dit choqué par la détérioration constante de la situation humanitaire à Gaza en notant que



près de 270 000 Palestiniens sont toujours déplacés suite au dernier conflit. Il a espéré que les 5,4 milliards de dollars de contributions promises lors de la récente conférence des donateurs au Caire seront disponibles le plus rapidement possible. Il a indiqué que l'Algérie venait d'accorder une nouvelle aide de 25 millions à l'UNRWA, portant ainsi son aide à 61 millions de dollars depuis la dernière attaque israélienne.

Le représentant a par ailleurs annoncé la constitution d'une nouvelle caravane humanitaire, d'une valeur de 12 millions de dollars, constituée grâce aux dons d'associations caritatives algériennes. Il s'est inquiété de la réduction des dépenses d'éducation et de santé qui priveront des milliers d'enfants d'éducation et limiteront les capacités des hôpitaux palestiniens, estimant qu'une base de donateurs élargie permettrait à l'UNRWA de mieux faire face aux problèmes les plus pressants à Gaza.

M. OYAMA MGOBOZI (Afrique du Sud) a rappelé l'assistance particulière que son pays apportait à la Palestine au travers de la coopération Sud-Sud et dans le cadre de son association avec l'Inde et le Brésil. « À Naplouse, nous sommes engagés dans la construction d'un centre qui, une fois opérationnel, proposera des activités aux adultes handicapés, notamment des formations professionnelles », a précisé le représentant. À Gaza, a-t-il poursuivi, nous soutenons la réhabilitation de l'hôpital Al Quds, un des nombreux immeubles gravement endommagé lors de la dernière offensive israélienne.

M. Mgobozi a estimé que la levée du blocus de Gaza était nécessaire de toute urgence pour revitaliser l'économie locale qui est essentiellement commerciale et dépend lourdement de l'aide extérieure. Il s'est dit en conclusion consterné de constater que 540 000 réfugiés dépendaient désormais de l'UNRWA dans le Territoire palestinien occupé, et qu'ils étaient de plus en plus nombreux au Liban et en Jordanie, exerçant une pression supplémentaire sur les autorités nationales dans la fourniture de services de base.

M. DAVID PRESSMAN (États-Unis) a rappelé que son pays était le plus gros contributeur bilatéral de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), avec 135 millions de dollars de contributions. Partant, il a adressé ses remerciements aux États Membres qui apportent une aide financière à l'UNRWA ou continuent d'accueillir des réfugiés palestiniens.

Il a exprimé ses vives préoccupations au sujet de plusieurs incidents survenus en Syrie et à Gaza qui ont notamment empêché l'UNRWA d'atteindre 12 réfugiés palestiniens dans des camps en Syrie, lançant un appel au régime syrien à mettre tout en œuvre pour permettre à l'UNRWA de fournir une assistance vitale aux réfugiés palestiniens pris au piège des combats en Syrie. Le représentant a par ailleurs exprimé sa préoccupation concernant des actes visant à cacher des armes dans des écoles vides de l'ONU, et au sujet d'allégations d'abus commis sur

des civils ou des travailleurs humanitaires par des militants. Il a également condamné le bombardement d'écoles de l'UNRWA et d'infrastructures abritant des civils ayant fui les combats, saluant toutefois l'ouverture d'une enquête par les autorités israéliennes, comme les États-Unis l'avaient demandée.

Le représentant américain a affirmé que son pays se félicitait qu'en dépit de tous ces défis, l'UNRWA continuait à travers ses programmes de fournir une assistance humanitaire cruciale à plus de cinq millions de réfugiés palestiniens, ainsi que des services de secours en Syrie, au Liban, en Cisjordanie et à Gaza.

Mme MIRA DAHER (Liban) a salué l'action de l'UNRWA qui fait face aux besoins de cinq millions de réfugiés palestiniens, ainsi que les annonces de contributions généreuses faites lors de la conférence des donateurs au Caire. Elle a dénoncé les campagnes de dénigrement dont est victime l'UNRWA qui est accusé chaque année d'être inefficace, alors qu'Israël est la principale source d'obstruction aux activités de cette organisation.

« C'est Israël qui continue d'appliquer un blocus illégal, à occuper le Territoire palestinien et saper le processus de paix », a-t-elle estimé, précisant que le comité du dialogue libano-palestinien avait intensifié ses travaux pour permettre une meilleure application du droit des réfugiés palestiniens. Elle a cité la loi 129, d'août 2010, réglant l'accès des travailleurs palestiniens au marché du travail libanais et la publication d'un guide sur les droits et obligations des travailleurs palestiniens. Elle a précisé que son pays a accueilli plus d'un million de réfugiés syriens et 50 000 réfugiés palestiniens depuis le début du conflit en Syrie, se prononçant pour le droit des réfugiés palestiniens d'exercer leur droit au retour sur leurs terres.

M. GEIR O. PEDERSON (Norvège) a souligné le rôle essentiel que joue l'UNRWA pour les réfugiés palestiniens au Moyen-Orient, notamment le fait qu'il subvient à leurs besoins en termes d'éducation et de santé. La guerre de 51 jours à Gaza, cet été, a coûté la vie à près de 2 200 personnes et causé des destructions massives d'immeubles et d'infrastructures, sans parler des conséquences traumatisantes pour la population, a déploré le représentant. S'ajoute à cela la crise syrienne qui a atteint des proportions catastrophiques avec un impact sur toute la région, y compris pour les réfugiés palestiniens en Syrie et dans les pays voisins, a-t-il poursuivi. Cette crise se traduit par des charges supplémentaires pour l'Office, le Liban et la Jordanie, a remarqué M. Pederson, qui lance un appel pour que l'aide humanitaire et les activités de développement humain de l'Office puissent être déployées sans entraves dans toutes ses zones d'activité.

Il a également souligné le rôle fondamental de l'Office dans la préparation de la Conférence du Caire pour la reconstruction de Gaza à laquelle la communauté de bailleurs de fonds a fait des annonces de contributions à hauteur de 5,4 milliards de dollars. Au-delà des travaux de

reconstruction, il faudra remettre l'économie locale sur pied pour assurer la subsistance des habitants de cette région, a-t-il indiqué, affirmant qu'il était indispensable à cet effet qu'Israël lève le blocus de Gaza permettant aux économies de Gaza et de Cisjordanie de fusionner pour assurer la liberté des échanges commerciaux entre le Territoire palestinien et le monde extérieur. Il faut également qu'il y ait une autorité unique responsable de tout le Territoire palestinien qui soit favorable à un cessez-le-feu durable et puisse mettre en place un cadre politique solide et assurer la sécurité des civils, a estimé le délégué.

L'« UNRWA est sous pression politique et financière », avec un déficit financier de 56 millions de dollars pour 2014 et une population de réfugiés en augmentation constante, a constaté M. Pederson, qui estime que la solution passait par des changements dans le financement de l'Office, ses opérations et les partenariats avec le pays hôte et d'autres organisations onusiennes. La communauté internationale doit continuer à financer l'Office de manière satisfaisante, a-t-il poursuivi, avant de remercier les nouveaux donateurs pour leurs contributions. « Le déficit financier croissant de l'Office ne peut pas être comblé par une poignée de grands bailleurs de fonds », a-t-il averti à ce titre.

Mme AL ZAABI (Émirats arabes unis) a indiqué que son pays appuyait le rôle de l'UNRWA depuis 60 ans. Elle s'est particulièrement inquiétée de la destruction de nombreuses installations de l'UNRWA lors du récent conflit, dont des hôpitaux et des écoles, et a souligné la nécessité d'assurer une source de financement suffisante et sûre pour permettre à l'UNRWA de s'adapter aux nouvelles circonstances.

La représentante a condamné les bombardements et les destructions qu'ont subis les camps de réfugiés à Gaza, souhaitant qu'une enquête soit menée pour désigner et poursuivre les responsables de ces destructions. Elle a appelé à la levée du blocus de Gaza avant d'inviter Israël à lever tous les barrages routiers et obstacles qui entravent la vie des habitants de Gaza. Elle a également précisé que son pays avait accordé 41 millions de dollars à l'UNRWA et qu'il appuyait les systèmes d'éducation prenant en compte les conséquences psychologiques de la guerre.

« À écouter les délégués qui ont pris la parole jusque-là, il devient rapidement évident que certains États sont tellement occupés à accuser Israël qu'ils refusent de voir la réalité à savoir la politisation de la question des réfugiés », a soutenu le représentant d'Israël, M. BENJAMIN M. SHARONI. Il a appuyé la mission humanitaire de l'UNRWA et sa contribution importante au bien-être des réfugiés palestiniens et de leurs descendants, se disant toutefois opposé au programme politique de l'Office. Alors que tous les réfugiés du monde sont pris en charge par le HCR, les Palestiniens tombent sous la compétence de l'UNRWA, a-t-il déclaré. « Alors que le HCR prône l'indépendance, l'UNRWA encourage la dépendance à long terme. Grâce à l'Office, les Palestiniens peuvent continuer à rester des réfugiés même s'ils obtiennent d'autres

nationalités et statuts de résident permanent », a déploré le représentant, rappelant qu'au moment de sa création, l'Office avait précisément pour mission la relocalisation des réfugiés. Toutefois, a-t-il rappelé, ce mandat a été amendé en 1965 pour lui retirer cette fonction et, depuis, la mission de l'UNRWA a été ternie par sa motivation politique tacite sous la devise « une fois réfugié, toujours réfugié ». Le délégué a également indiqué que même les Palestiniens qui ne vivent pas dans des camps sont toujours considérés comme des réfugiés, ce qui les empêche de pleinement s'intégrer dans leurs lieux de résidence.

Le Moyen-Orient croule sous les pétrodollars, mais bizarrement ces fonds s'assèchent lorsqu'il s'agit de venir en aide aux Palestiniens et de financer l'UNRWA, a encore noté le représentant. Il a également accusé certains États arabes d'avoir passé des lois discriminatoires qui empêchent les réfugiés palestiniens d'exercer certaines professions. « Beaucoup de pays instrumentalisent ce débat pour critiquer Israël sans pour autant faire grand-chose pour soutenir l'UNRWA ou les réfugiés palestiniens », a-t-il précisé.

S'agissant du conflit récent, M. Sharoni a rappelé que cet été, son pays avait été pris pour cible par des attaques terroristes incessantes. « Pendant 50 jours, le Hamas n'a cessé d'envoyer des roquettes de manière indiscriminée sur les villes israéliennes et a envoyé des terroristes armés par des tunnels souterrains dans les communautés israéliennes. » Aucun pays au monde n'aurait toléré une telle agression, et il ne faut pas demander à Israël d'être l'exception, a-t-il poursuivi. Il a affirmé qu'Israël n'a visé que des cibles terroristes et déplore les victimes civiles. « Hamas, de son côté, n'avait pas de ligne rouge à ne pas franchir », a-t-il affirmé, illustrant son propos par le fait que cette organisation avait même utilisé des écoles de l'UNRWA pour ses besoins, et a exigé une enquête transparente de la part de l'Office sur ces crimes.

« Israël n'a pas peur d'assumer ses responsabilités » puisqu'il a mis en place dès le début du conflit un mécanisme d'enquête sur les incidents exceptionnels, conformément au droit international, a affirmé M. Sharoni, indiquant qu'en tant que démocratie, Israël respectait et défendait l'état de droit.

Compte tenu du peu de temps consacré hier par M. Krähenbühl à la crise syrienne par rapport au temps passé sur les 50 jours de conflit à Gaza, Israël espère qu'à l'avenir les présentations du Commissaire général à la Quatrième Commission seront plus « équilibrées » et refléteront de manière plus correcte la situation sur le terrain, a conclu le représentant israélien.

M. OLIVIER MARC ZEHNDER (Suisse) a déploré la mort de 25 personnels de l'UNRWA en 2014 dont 11 à Gaza et 14 en Syrie et le fait que 26 employés de l'UNRWA sont toujours portés disparus en Syrie. Il a estimé qu'une réalisation majeure de l'UNRWA en 2014 a été le développement d'une nouvelle Stratégie à moyen terme pour 2016-2021, qui s'avère ambitieuse, déterminée et ciblée. Il a expliqué qu'une préoccupation particulière concernait les nouveaux

déplacements forcés de populations, y compris le risque de transfert forcé de communautés bédouines en Cisjordanie. Dans ces circonstances, le représentant a affirmé soutenir les efforts de l'UNRWA pour rendre ses activités de protection plus effectives et systématiques, soulignant que seule une solution juste, globale et négociée de la question des réfugiés de Palestine pourrait apporter une réponse durable aux besoins de cette population.

Le représentant de la Suisse s'est dit extrêmement préoccupé par le déficit persistant de l'UNRWA et son impact potentiel à plus long terme. Il a noté que les mesures d'austérité prises récemment ont affecté les réserves de l'institution, limitant ainsi sa capacité de répondre à d'éventuelles urgences imprévues. Il a indiqué que son pays avait augmenté sa contribution annuelle au Fonds général de 2014-2015 et qu'une contribution additionnelle à l'appel pour la crise syrienne était à l'étude.

Concernant Gaza, il a encouragé les donateurs à déboursier rapidement les fonds promis lors de la Conférence du Caire pour la reconstruction, avant que l'hiver ne s'abatte sur la population épuisée. À plus long terme, la Suisse poursuivra son soutien aux efforts de l'UNRWA pour développer une nouvelle stratégie de mobilisation des ressources encore plus ambitieuse, a-t-il indiqué, encourageant le Commissaire général à poursuivre son engagement afin d'améliorer la planification interne et la gestion financière de l'UNRWA.

M. RIADH BEN SLIMAN (Tunisie) a félicité l'UNRWA pour son travail exemplaire réalisé dans des conditions extrêmement difficiles. « C'est un symbole de l'engagement de la communauté internationale en attendant une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien », a-t-il déclaré. Face à l'ampleur de la destruction et de la dévastation infligées à la population de Gaza durant cet été, la Tunisie estime qu'il faut renforcer le soutien à l'Office, ce qui passe notamment par l'élargissement de la base de ses contributeurs. Il faut également que le blocus illégal de Gaza soit levé sans plus attendre pour permettre à l'aide humanitaire d'y être acheminée sans restrictions, a indiqué le représentant, se disant également préoccupé par les souffrances dans les camps de réfugiés en Syrie.

S'agissant des difficultés de financement de l'Office, M. Sliman a souligné que cette situation affaiblissait les efforts et le travail de l'UNRWA et a appelé la communauté internationale à y remédier. La Tunisie appuie en outre la demande des dirigeants palestiniens en vue de l'adoption d'un calendrier pour mettre fin à l'occupation israélienne du Territoire palestinien, a conclu le représentant.

M. ABULKALAM ABDUL MOMEN (Bangladesh) a vivement déploré les pertes en vie humaine enregistrées par le personnel de l'ONU à la suite de l'agression perpétrée par Israël à Gaza. « Le droit à la légitime défense consacré par la Charte des Nations Unies ne saurait permettre une telle sauvagerie », a-t-il affirmé, ajoutant que rien ne pouvait justifier le meurtre

des serviteurs de l'humanité que sont les membres du personnel de l'ONU. Il a indiqué qu'il restait profondément préoccupé par la sécurité du personnel de l'UNRWA. « La vulnérabilité des réfugiés palestiniens s'est aggravée », a-t-il poursuivi, avant d'appeler toutes les parties à prendre les mesures nécessaires afin de garantir leur protection.

Il a en outre demandé que l'Agence bénéficie d'un accès sans entrave aux sites où elle opère. En conclusion, M. Momen a exhorté la communauté internationale à faire preuve de générosité dans le financement des programmes d'assistance et d'urgence destinés aux réfugiés palestiniens.

M. NAOKI TAKAHASHI (Japon) a fait part de ses préoccupations face à la dégradation de la situation humanitaire des réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza à la suite du conflit de cet été. À son avis, il est primordial que la sécurité du personnel humanitaire soit respectée.

Il a par ailleurs affirmé que le Japon avait plus que doubler sa contribution financière à l'UNRWA sur les quatre dernières années, pour atteindre 31 millions de dollars en 2013. Il ne fait pas de doute pour la délégation japonaise qu'une situation stable et la paix au Moyen-Orient sont indispensables pour pouvoir améliorer la situation humanitaire des réfugiés palestiniens. Dans cet esprit, a indiqué le représentant, son pays avait annoncé une contribution de 20 millions de dollars à la Conférence du Caire sur la reconstruction de Gaza. Le bien-être à long terme des réfugiés palestiniens passe par le développement durable et le Japon cherche à mobiliser le soutien international en ce sens, a conclu le représentant.

M. NKOLOI NKOLOI (Botswana) a salué les efforts déployés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sur le terrain dans le but d'améliorer le sort de près de cinq millions de réfugiés palestiniens dans les territoires occupés.

Le représentant a exprimé son indignation face aux violences perpétrées à l'encontre de la population civile dans ces territoires et face à la détérioration de la situation humanitaire dans la zone.

M. Nkoloji s'est cependant félicité de la détermination dont fait preuve l'UNRWA dans l'accomplissement de sa tâche, en dépit de ses difficultés financières, ainsi que du soutien que lui apporte la communauté internationale dans son ensemble.

Le représentant a pris acte de la situation complexe à laquelle doit faire face sur le terrain l'UNRWA, dont les responsabilités ne se limitent plus à l'apport d'une aide humanitaire, mais incluent désormais la reconstruction de Gaza.

M. Nkoloï a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur d'une solution politique au conflit, fondée sur le dialogue et une solution des deux États, seul scénario possible pour l'établissement d'une paix durable entre Israël et la Palestine.

Mme PHILIPPA KING (Australie) a salué le travail de l'UNRWA qui a répondu aux besoins de 290 000 personnes déplacées à Gaza et fourni une aide alimentaire à 830 000 personnes pendant le conflit à Gaza en juillet et août 2014. Elle a déploré la mort de personnels de l'UNRWA à Gaza et a pris note de l'annonce faite le 21 octobre 2014 par le Secrétaire général de lancer une enquête sur les événements qui se sont déroulés à Gaza, y compris, le stockage d'armes dans des écoles de l'UNRWA. Exprimant l'espoir que tout serait fait pour garantir l'inviolabilité de la neutralité de l'UNRWA, la représentante a indiqué que son pays fournissait une aide annuelle à l'UNRWA depuis 1951 et que l'engagement actuel se chiffrait à 90 millions de dollars sur la période 2011-2016. Nous avons accordé une somme additionnelle de 10 millions supplémentaires suite à l'appel éclair lancé par l'UNRWA en août, ainsi qu'une somme de 20 millions pour soutenir le plan de réponse humanitaire de l'UNRWA, a-t-elle précisé.

Face aux défis significatifs de l'UNRWA liés notamment à l'augmentation du nombre de réfugiés, la représentante de l'Australie s'est félicitée du développement d'une nouvelle Stratégie ambitieuse à moyen terme pour 2016-2021. Elle a estimé que seule une solution juste, globale et négociée de la question des réfugiés de Palestine pourrait apporter une réponse durable aux besoins de cette population.

Mme NOOR ISRA FAIZURA HJ ISMAIL (Brunei Darussalam) a déclaré que sa délégation appréciait le travail fait par l'UNRWA auprès des réfugiés palestiniens. En juillet dernier, l'UNRWA a été victime du conflit entre Israéliens et Palestiniens, avec le bombardement de sept de ses camps de réfugiés, a-t-elle rappelé, affirmant que cette attaque, en plus d'être une violation du droit international humanitaire, mettait en question la survie même des Palestiniens qui cherchent asile dans ses camps. La représentante a appelé à ce sujet à l'ouverture d'enquêtes sur ces attaques et à la responsabilisation de la puissance occupante.

À son avis, il est en effet primordial qu'Israël, la puissance occupante, respecte ses obligations au titre du droit international humanitaire et de la quatrième Convention de Genève, y compris en levant le blocus de la bande de Gaza, qui continue d'entraver le développement économique et accroît la souffrance des Palestiniens. Le représentant a indiqué que son pays croyait en une solution négociée du conflit, qui aboutirait à la création d'un État palestinien souverain viable à l'intérieur de ses frontières, avec Jérusalem-Est comme capitale.

M. ABDULAZIZ S M A ALJARALLAH (Koweït) a fait part de l'appréciation de sa délégation pour les travaux exemplaires de l'UNRWA qui fournit des services de base aux réfugiés palestiniens

dans ses cinq zones d'activité. Il a dénoncé l'acte d'agression militaire qui a frappé la bande de Gaza cet été et a déploré les plus de 2 000 victimes civiles palestiniennes, ainsi que la destruction massive des infrastructures et maisons qui en a résulté.

Il a souligné l'importance pour la communauté internationale de tenir Israël pour responsable de ces crimes et d'exiger qu'il lève le blocus injuste qu'il impose à Gaza depuis huit ans. Le Koweït continuera à appuyer l'Office par une contribution de deux millions de dollars à son Fonds général, en plus des réponses aux appels d'urgence. Le représentant a également souligné le droit au retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers.

Mme CAROL VIVIANA ARCE ECHEVERRÍA (Costa Rica) a rappelé que l'UNRWA a été créé en 1949 en tant que réponse humanitaire en attendant une solution politique, affirmant qu'il s'agissait à présent d'une agence - clef pour réduire les effets de cette crise sur les populations civiles et d'une force stabilisatrice dans la région.

La représentante s'est dite très préoccupée par les difficultés financières de l'Office, regrettant que ces difficultés se soient traduites par la suspension du programme alimentaire scolaire garantissant la fourniture d'au moins un repas par jour aux écoliers de Gaza. Elle s'est par ailleurs félicitée des adaptations apportées à la Stratégie à moyen terme pour 2010-2015 dans le domaine de la santé, de l'éducation et des services sociaux d'urgence, et a indiqué que son pays accorderait une aide à UNRWA en réponse à son appel-éclair de juillet et août derniers.

M. PARK JANG-HO (République de Corée) a fait part de l'appréciation de son gouvernement du travail humanitaire réalisé par l'UNRWA, et a noté les difficultés croissantes de l'environnement dans lequel il opère. Préoccupé par l'instabilité et les conflits qui affectent les travaux de l'UNRWA, mon pays a également pris note de la charge supplémentaire à supporter par les pays d'accueil de réfugiés palestiniens, suite à la crise syrienne, a précisé le représentant.

Il a également rappelé que la Corée, bailleur de fonds de l'Office depuis 1999, s'était également engagée à fournir 12 millions de dollars, dont 2 millions alloués à la reconstruction de Gaza, lors de la Conférence du Caire. Il a par ailleurs rappelé l'intention de son gouvernement d'accroître ses contributions au Fonds général de l'Office, qui passeront de 98 000 dollars cette année à 187 000 dollars l'année prochaine.

M. AL ZAYANI (Bahreïn) s'est dit préoccupé par l'aggravation de la situation humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, notamment en raison des restrictions imposées par les autorités israéliennes, dont la construction du mur de séparation et le blocus de Gaza qui compromettent le développement économique de la Cisjordanie et de Gaza. Il a cité la destruction de nombreuses écoles et lieux de cultes lors de la dernière agression israélienne et s'est inquiété



des difficultés financières de l'UNRWA qui limitent les capacités de l'Office de fournir des services dans ses cinq domaines d'opération.

Il a, par ailleurs, jugé indispensable d'élargir la base de donateurs afin de permettre à l'UNRWA de surmonter cette crise financière. L'UNRWA restera indispensable jusqu'à ce que la communauté internationale pourra trouver une solution à la question de la Palestine, a-t-il conclu.

M. IBRAHIM SORY SYLLA (Sénégal) a salué les efforts déployés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sur le terrain, par les pays d'accueil offrant leur hospitalité à des millions de réfugiés palestiniens et par les pays contributeurs participant au financement de l'UNRWA.

Le représentant s'est félicité des secours d'urgence et des services de santé, d'éducation et d'aide à l'emploi apportés par l'UNRWA depuis sa création en 1949, à près de cinq millions de réfugiés palestiniens, estimant toutefois que ces succès n'en reflétaient pas moins l'échec collectif de la communauté internationale quant à la résolution de la question politique sous-jacente à la crise des réfugiés, échecs successifs dont témoigne l'actualité récente.

M. Sylla a déploré que l'absence de solution durable au conflit israélo-palestinien rende plus difficile la mission de l'UNRWA sur le terrain, rappelant au passage que plusieurs des membres du personnel de l'UNRWA ont été tués dans les bombardements en Syrie ou à Gaza.

Entre autres difficultés, le représentant s'est inquiété des problèmes financiers importants auxquels fait actuellement face l'UNRWA, risquant à terme de compromettre la mise en œuvre de ses prestations éducatives, sociales et humanitaires. M. Sylla a appelé en conclusion la communauté internationale à contribuer considérablement au redressement de la situation financière de l'UNRWA.

M. SACHA SERGIO LLORENTTY SOLÍZ (Bolivie) a salué les efforts des donateurs et le travail du personnel de l'UNRWA, estimant que la responsabilité de reconstruire la bande de Gaza reposait sur tous les États de la région. Il a noté les difficultés rencontrées par les réfugiés qui vivent dans une pauvreté abjecte au Liban et en Jordanie et dénoncé les politiques israéliennes visant à empêcher les Palestiniens à accéder à des services de base. Quatre mille Palestiniens ont besoin de soins de santé et ne peuvent y avoir accès en raison du blocus, a-t-il déploré.

De plus, le développement de colonies de peuplement est source de nouveaux problèmes et conflits dans la région, et entraîne encore plus de déplacements de population, a-t-il dit. Le représentant s'est particulièrement inquiété des conséquences des 50 jours de conflit sur la vie des réfugiés, affirmant que le conflit actuel ne pourrait être résolu que lorsque on aura mis fin à

l'occupation illégale d'Israël et lorsque l'État de Palestine aura retrouvé ses frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

Mgr BERNARDITO AUZA, Observateur permanent du Saint-Siège, a présenté ses condoléances aux familles des six membres du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) tués dans l'exercice de leur fonction.

L'Observateur a fermement condamné le cercle vicieux de la violence entre Israël et la Palestine, appelant notamment les États producteurs d'armes à limiter leur commerce dans la région.

M. Auza s'est inquiété du sort des communautés chrétiennes établies dans la région, dont beaucoup ont été contraintes d'abandonner leur foyer et de devenir des réfugiés. L'Observateur s'est félicité de l'aide apportée par le Saint-Siège et les organisations catholiques aux populations affectées et a appelé la communauté internationale à faire preuve de plus de solidarité et à accélérer le processus de paix entre Israël et la Palestine.

L'Observateur a renouvelé l'engagement du Saint-Siège en faveur d'une solution à deux États, fondée sur le droit à vivre en paix et en sécurité à l'intérieur de frontières reconnues, et a défendu le maintien de la liberté religieuse et de conscience à Jérusalem.

### **Droits de réponse**

Le représentant d'Israël a réagi à certains commentaires de cet après-midi. L'idéologie extrémiste se répand comme un cancer dans notre région et Israël est au premier plan pour lutter contre cet ennemi, a-t-il expliqué. Il a accusé le Hamas d'avoir délibérément visé des civils israéliens et des installations de l'UNRWA et a estimé qu'il fallait accuser les vrais responsables du conflit de cet été, à savoir les responsables du Hamas.

Il a dénoncé la politisation de ce débat par certaines délégations. La Syrie, qui a tué plus de 100 000 de ses propres citoyens, pourrait être qualifiée de maître du terrorisme, a-t-il affirmé, accusant également le Liban de faire subir un traitement déplorable aux réfugiés palestiniens dans les camps qui s'y trouvent. Il est important que d'autres pays du Moyen-Orient adoptent une approche constructive et travaillent avec Israël pour trouver une solution au conflit israélo-palestinien, a-t-il indiqué. « Lorsque Israël souhaite faire la paix, elle fait la paix comme cela a été le cas avec le Président Sadat », a rappelé le représentant avant de demander pourquoi on ne condamnait pas le Hamas pour avoir utilisé son peuple comme bouclier humain, ou pour ses actions destructrices unilatérales. Il faut des négociations directes pour pouvoir faire face aux multiples défis, a-t-il estimé.

Réagissant à la déclaration du représentant d'Israël, l'Observatrice de l'État de Palestine a déclaré que la puissance occupante avait commis des crimes de guerre durant les mois de juillet et d'août à Gaza et était responsable de 2 100 morts et 11 000 blessés sur place. Elle s'est dite choquée par l'hypocrisie du représentant d'Israël qui semble nier le droit des réfugiés palestiniens de rentrer chez eux, alors que son pays accorde ce droit aux Juifs du monde entier. Comment la perpétuation de l'exil peut-elle être légitime et peut aider la cause de la paix, s'est-elle demandée, rappelant que l'UNRWA était un organe subsidiaire de l'Assemblée générale dont Israël est membre. Elle a rappelé que le blocus de Gaza durait depuis huit ans et que des réfugiés palestiniens attendaient depuis 60 ans la possibilité de rentrer chez eux.

Le représentant de la Syrie a réagi aux propos de la « puissance occupante israélienne », qui, à son avis, continuait d'être la seule cause des souffrances des réfugiés palestiniens expulsés de leurs foyers. « Comment ose-t-il parler des droits de l'homme ou même de la paix? De quelle paix parle-t-il, alors qu'Israël refuse de respecter les droits fondamentaux des Palestiniens, y compris leur droit au retour? » a-t-il demandé. Les actes d'agression commis par Israël et le blocus collectif imposé à Gaza ont provoqué un nombre sans précédent de morts, notamment d'enfant, a-t-il déploré.

Par ailleurs, le représentant a réfuté l'accusation américaine selon laquelle le Gouvernement syrien aurait refusé l'accès de l'aide humanitaire au camp de Yarmouk. Il a également dénoncé l'appui américain « aveugle » à la puissance occupante, Israël, ce qui permet à ce dernier de camper sur ses positions. Affirmant que son pays est depuis des décennies le refuge le plus sûr pour les réfugiés palestiniens, le représentant a reconnu les difficultés auxquelles ceux-ci sont confrontés actuellement, en raison notamment des incursions de groupes armés terroristes dans les camps de réfugiés. Il a précisé à ce sujet que son gouvernement avait prévu des abris spéciaux aux réfugiés palestiniens de Syrie.

En réponse à l'intervention du représentant d'Israël, le représentant de Cuba a dit que son pays, contrairement à Israël, s'est construit sur une longue tradition de solidarité avec les peuples du monde. Il a dit espérer que le Gouvernement israélien assumerait un jour ses responsabilités nées de l'agression du peuple palestinien.

### **Remarques de clôture**

Dans ses remarques de clôture, le Commissaire général de l'UNRWA, M. Krähenbühl, s'est félicité des nombreux messages de soutien entendus, affirmant que toutes les agences étaient confrontées au risque de créer de la dépendance à l'aide et que l'UNRWA était attentive à cette question. Il a expliqué que l'UNRWA se concentrait sur le développement du capital humain à travers ses efforts éducatif et reconnu les efforts importants du Liban et de la Jordanie pour faire face aux besoins des réfugiés palestiniens.

S'agissant de la nature chronique du déficit de l'UNRWA, il a rappelé que les décisions des États Membres avaient des implications directes sur la vie des réfugiés. « Vos contributions au Fonds général nous permettent de fournir des services dans les hôpitaux et écoles » a-t-il indiqué. « Le mandat de l'UNRWA n'est pas à vendre, car il nous a été confié par l'Assemblée générale » a précisé M. Krähenbühl avant d'exprimer sa préoccupation en matière de préservation et d'amélioration du niveau de financement.

Il n'y a rien de particulier au fait que l'UNRWA transfère le statut de réfugié d'une génération à l'autre, a-t-il dit, expliquant qu'une telle situation a été observée aussi pour les réfugiés afghans. « Nous avons été critiqués pour ne pas avoir condamné le bombardement de l'école de Beit Hanoun, mais nous nous sommes abstenus uniquement parce que nous n'avons pas été en mesure de définir et démontrer quelle partie était l'auteur de ces bombardements » a-t-il indiqué.

Il a également rappelé que ce sont des inspecteurs de l'UNRWA qui ont trouvé des caches d'armes dans trois écoles de l'UNRWA et ont informé le monde de manière proactive et transparente, condamnant les auteurs de ce stockage d'armes. C'est pourquoi, le Chef de l'UNRWA a dit ne pas comprendre les déclarations faisant état de « l'absence de condamnation par l'UNRWA ».

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel.**